

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 4 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS**

12, rue de Rennes  
BP 92129  
35220 Châteaubourg

UD35/2023-276-2

Code AIOT : 0005504579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12, rue de Rennes BP 92129 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 10/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS
- 12, rue de Rennes BP 92129 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005504579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la transformation de fruits, essentiellement la pomme, pour produire des desserts, jus et préparations pour l'industrie agro-alimentaires.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Rejets aqueux : Système de traitement des eaux, autosurveillance, valeurs limites d'émission, suivi

des micropolluants

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 4.3.10.11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 4.3.10.11	/	Sans objet
4	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.5	/	Sans objet
5	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
8	Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.12	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant semble rigoureux dans le suivi du traitement des effluents aqueux. Néanmoins, le dépassement réccurent des valeurs limites d'émission observé depuis un an et de manière plus fréquente, depuis l'automne 2022, n'est pas satisfaisant et doit faire l'objet d'actions spécifiques pour un retour rapide et définitif à la normale. Une mise en demeure est proposée sur ce point.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan des réseaux à jour et daté (format numérique et papier). Une partie des eaux usées sanitaires est dirigée vers la station dépuration du site, l'autre vers la station communale, ce qui n'est pas tout à fait conforme aux prescriptions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 2/11/10 (modifié par l'article 3 de l'arrêté du 12/10/17) qui prévoient l'envoi des eaux vannes issues des ateliers vers la fosse septique et de celles issues des bureaux vers le réseau communal. L'exploitant précise toutefois que des discussions sont engagées avec la commune pour transférer l'intégralité de ces eaux vers le réseau communal et que les travaux nécessaires seront effectués en 2024 (action nécessaire en préalable de projet de réutilisation des eaux usées traitées, au regard du risque sanitaire).  > <b>L'exploitant tiendra l'inspection informée de l'avancement de ces travaux. Un porter à connaissance de modification des prescriptions de l'article 4.3.3 sera à réaliser en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 2 : Plan de la station d'épuration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de la station d'épuration est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datée. Ce plan fait apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réseaux d'alimentation,</li><li>- les réseaux relatifs à la filière "eau" et "boues" (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête,</li><li>- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines....),</li><li>- le point de rejet au milieu naturel,</li><li>- les points de prélèvements d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...).</li></ul> Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours. Ce plan peut être utilement complété par un synoptique de l'installation.
<b>Constats :</b> Un plan de la station d'épuration (sous format numérique) a été envoyé par mail à l'inspection après la visite (6/04/23). Ce plan de masse ne reprend pas l'intégralité des éléments exigés par l'article 4.3.10.10. Il manque notamment la date, une légende correspondant aux différents flux (eaux usées, eaux traitées et boues), les postes de relevage, vannes, pompes, les points de prélèvements d'échantillon. Ce plan incomplet de la station d'épuration peut compliquer l'intervention des services d'incendie et de secours en cas de situation accidentelle. > <b>L'exploitant transmettra un plan technique de la station d'épuration comportant l'ensemble des éléments demandés à l'article 4.3.10.10.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 4.3.10.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Le rejet est émergé et permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.
<b>Constats :</b> Le point de rejet des eaux résiduaires dans la Vilaine est émergé et ne semble pas perturber le milieu récepteur. Les eaux de rejet apparaissent claires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Points de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Sur chaque canalisation de rejet d'effluents des eaux résiduaires doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces derniers comprendront un canal de mesure des débits et un débitmètre enregistreur(...)
<b>Constats :</b> Le débit est mesuré en continu dans un canal et enregistré informatiquement (le suivi en continu est visualisable via des courbes, pas d'accès possible aux valeurs numériques). Le débit journalier est reporté de façon manuelle quotidiennement. Le pH et la température sont mesurés en continu. Des prélèvements d'échantillons sont réalisés proportionnellement au débit sur 24h selon l'exploitant et réfrigérés (2.8°C le jour de la visite).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Fréquence de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
<b>Constats :</b> Les fréquences d'analyses imposées sur eaux résiduaires et eaux pluviales sont respectées.  L'exploitant a défini et mis en œuvre un programme de surveillance des micropolluants dans les rejets aqueux (suite à une campagne d'analyses menée de septembre 2020 à avril 2021) et en a informé l'inspection par courrier en date du 20 décembre 2021. Il s'est positionné sur l'ensemble des substances spécifiques du secteur d'activité 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) selon l'arrêté ministériel du 14/12/13. Il est à noter que les flux de ces substances spécifiques ont fortement diminué entre les résultats d'analyses de l'action RSDE (en 2012) et ceux de 2020-2021, dû au changement de système de traitement des effluents (passage d'un épandage d'effluents bruts à un rejet d'effluents traités). Il est donc probable qu'une partie de ces flux se retrouve dans les boues d'épuration envoyées en méthanisation. Il pourrait être judicieux d'effectuer des analyses dans les boues sur les paramètres qui ont fortement diminué dans les rejets et d'informer l'exploitant de la méthanisation recevant ces boues, en cas de teneurs importantes. L'exploitant a ainsi retenu les AOX (VLE de 1mg/L) et Zinc (VLE de 0.8 mg/L) à une fréquence d'analyse annuelle sur les rejets aqueux. Un arrêté préfectoral intégrant ces substances sera prochainement proposé en ce sens.  La dernière analyse concernant les micropolluants retenus (AOX et Zinc) date de mars 2022. Il est suggéré à l'exploitant de décaler cette mesure annuelle pour la réaliser pendant la période d'activité maximale de transformation des pommes en fin d'année (période plus représentative).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Respect VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 4.3.10.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet n°2 identifié à l'article 4.3.3 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes (voir VLE article 4.3.10.11)
<b>Constats :</b> Sur la période janvier 2022-février 2023, des dépassements fréquents et récurrents de valeurs limites d'émission sont observés sur les déclarations transmises sur GIDAF : <ul style="list-style-type: none"><li>- les MES : dépassements fréquents depuis octobre 2022, valeur max de 46 mg/L au lieu de 35 mg/L autorisés</li><li>- le phosphore total : dépassements ponctuels observés en février et de juillet à octobre 2022, dépassements fréquents depuis fin novembre, valeur max de 1.21 mg/L au lieu de 1 mg/L autorisés</li><li>- le NH4+ : dépassements ponctuels en mai et novembre, valeur max de 6,1 mg/L au lieu de 3 mg/L autorisés</li><li>- le NTK (azote réduit) : dépassements ponctuels en mai, novembre et février, valeur max de 7,3 mg/L au lieu de 5 mg/L autorisés.</li></ul> Des dépassements de valeurs limites d'émission sur les MES et phosphore total sont toujours constatés sur les données d'autosurveillance du mois de mars transmises au cours de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats : L</b> es données d'autosurveillance des rejets aqueux sont bien transmises régulièrement sous GIDAF.  Une déclaration spécifique "contrôle externe de recalage" devra également être générée annuellement, lorsque la modification du paramétrage du cadre GIDAF aura été réalisée par l'inspection (l'exploitant en sera informé) . Elle reprendra les résultats d'analyses effectuées par un laboratoire agréé permettant un contrôle comparatif des résultats d'autosurveillance avec ceux issus des analyses effectuées en interne sur un même échantillon. Le rapport d'analyse pourra être joint en annexe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise en interne les analyses sur la DCO, MES, NGL, NH4 et Phosphore total. Il envoie les échantillons à un laboratoire accrédité (LERES - Rennes) pour réaliser des analyses mensuelles de la DBO5 et NTK.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Contrôle de recalage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2017, article 4.3.10.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cadre de la surveillance de ses rejets d'eaux résiduares, l'exploitant fait procéder au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministère en charge de l'Environnement, ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées, à des mesures de contrôle et d'étalonnage de son dispositif d'auto-surveillance, selon des modalités arrêtées en accord avec l'inspection des installations classées. Lors de cette opération de recalage, il est procédé à la mesure de l'ensemble des paramètres figurant au point 4.3.10.11 ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le site est soumis au SRR (Suivi Régulier des Rejets) par l'agence de l'eau. Dans ce cadre, l'exploitant fait intervenir annuellement un organisme accrédité (IRH) pour vérifier le dispositif d'autosurveillance en place (débitmètre, préleveur, résultats des analyses comparatives internes et réalisées par un laboratoire agréé).  La dernière visite de contrôle a eu lieu le 11 avril 2022. L'exploitant indique que la prochaine est programmée en avril 2023 (semaine 15). Le rapport de 2022 n'indique pas de non-conformités hormis sur le comparatif analytique de l'azote global pour lequel il suggère à l'exploitant de modifier la gamme de mesure de son kit d'analyse interne (afin d'éviter de surestimer ce paramètre). Selon l'exploitant, ce kit d'analyses a été modifié en ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite